
Les femmes du parti al-Nour et les élections parlementaires en Égypte

Naïma Bouras



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/3702>

DOI : 10.4000/ema.3702

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2017

Pagination : 21-37

ISBN : 2-905838-95-7

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Naïma Bouras, « Les femmes du parti al-Nour et les élections parlementaires en Égypte », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Troisième série, L'État égyptien en quête de stabilité, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 03 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3702> ; DOI : 10.4000/ema.3702

© Tous droits réservés

LES FEMMES DU PARTI AL-NOUR ET LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES EN ÉGYPTÉ

RÉSUMÉ

Le choix de la *Da'wa salafiyya* de « passer au politique » et de créer le parti al-Nour a entraîné des changements importants. Ces changements, visibles dans la rhétorique religieuse et les pratiques, ont impacté les femmes du parti. En effet, en raison des contraintes particulières imposées aux partis politiques, il a fallu à la fois mobiliser des candidates et diffuser la rhétorique citoyenne et patriote à l'ensemble des femmes. Elles ont disposé ainsi d'un espace politique dont elles se sont emparées avec l'accord des cadres du parti. Non seulement leur rôle a été reconnu, mais leurs compétences ont été sollicitées pour construire un électorat féminin salafiste décisif pour la nouvelle stratégie de la *Da'wa*.

Ainsi, par le jeu des choix stratégiques du parti al-Nour et par les contraintes institutionnelles mises en place par le régime, le parti salafiste est conduit à organiser des formes d'empowerment des femmes. Ces engagements citoyens contredisent l'idée que les femmes salafistes seraient nécessairement réduites à jouer les seconds rôles et à se conformer à des stéréotypes figés. Sans vouloir postuler que le salafisme serait un moteur de l'émancipation féminine, nous montrons cependant que la logique partisane conduit à élargir le champ d'intervention des femmes salafistes et à leur donner des formes de légitimité et un statut d'acteur tout à fait inédit.

INTRODUCTION

En Égypte, les femmes furent très actives et très visibles sur les places publiques durant les soulèvements de 2011. Elles manifestèrent un réel

enthousiasme dans l'effervescence populaire, « faisant peuple »¹ avec des citoyens de tous bords, avec des slogans revendiquant la liberté, l'égalité et le respect de la dignité humaine².

Cet enthousiasme laissa penser qu'un changement profond de la scène politique était possible. Les femmes, les premières, avaient formé beaucoup d'espoir dans les élections post-soulèvement. Ce fut une occasion, pour les Égyptiennes, d'occuper la scène électorale, avec le sentiment de pouvoir accéder à des charges politiques. Les candidatures des femmes aux sièges parlementaires furent en hausse par rapport aux élections précédentes. Le nombre de candidates qui avaient participé au jeu électoral en 2011-2012 était de 984. Parmi elles, 351 se présentèrent pour candidater aux sièges individuels, et 633 sur les listes de partis. Durant les élections parlementaires précédentes, en 2005 et 2010, entre 131 et 449 femmes présentèrent leur candidature aux élections³. Ainsi, le pays connut en 2012 un record historique du nombre de candidates aux élections parlementaires. Mais le résultat final eut tôt fait de décevoir ces espérances, puisque seules 9 femmes eurent accès à des sièges au Parlement égyptien, ce qui représentait une régression par rapport à la situation antérieure et à l'histoire générale de la présence des femmes aux parlements égyptiens.

Cette histoire commence en 1956, avec un décret présidentiel qui accorda aux femmes le droit de candidater pour les élections parlementaires. Deux femmes gagnèrent alors des sièges au Parlement, dans les circonscriptions de Giza et d'Alexandrie. En 1979, un système de quotas⁴ fut introduit, qui alloua 30 sièges aux femmes. Deux cent femmes investirent alors le terrain électoral et présentèrent leurs candidatures. Elles occupèrent 8% des sièges du parlement de 1979 (31 élues et 2 nommées par le Président de l'époque, Anouar al-Sadate). En 1984, le système de quotas fut maintenu et les femmes remportèrent 7,8% des sièges. En 1987, le système de quotas fut annulé, et la proportion de femmes baissa pour atteindre 3,3% des sièges. Parmi les 14 femmes qui présentèrent leur candidature cette année là, seules 4 remportèrent un siège. En 1990, l'on adopta un système électoral entièrement individuel, et seuls 0,22% des sièges du parlement furent alors occupés par des femmes. En 2010, la commission électorale réintégra le système de quotas, en réservant 64 sièges aux

1. Bourdieu, P. 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, 670 p.

2. Tadros, M. 2016, *Resistance Revolte and Gender Justice in Egypt*, Syracuse University Press, 340 p.

3. Tawil, A. (dir.), 2015, *Femmes et politique*, Center For Political and Strategic Studies, 260 p. (en arabe).

4. Saenz-Diez, E. 2012, « Le quota de femmes au Parlement égyptien. Vers une normalisation de leur statut ? », *Égypte/Monde Arabe*, 3^e série, n° 9, p. 231-245.

femmes, qui remportèrent 12% des sièges à l'Assemblée du peuple⁵. En 2012, le système de quotas fut maintenu, avec l'obligation d'avoir au moins une femme par liste dans les circonscriptions pourvues au scrutin proportionnel, mais ce système ne garantissait pas l'élection de femmes, puisqu'il ne précisait pas quelle position ces femmes devaient occuper sur ces listes. Une grande majorité des partis politiques, islamistes comme séculiers, inscrivent les femmes en bas des listes, ce qui ne leur donnait que très peu de chance de gagner. Les femmes ne furent pas avantagées par ce système qui laissait aux mains des acteurs partisans le sort de la présence des femmes au Parlement. Le système partisan égyptien n'a donc, à aucun moment de l'histoire du pays, fait la promotion des femmes au sein des partis. En effet, chaque fois que le pourcentage de femmes augmente, c'est à l'initiative des lois électorales qui imposent un nombre minimum de femmes au Parlement.

Si en 2011-2012, il y eut un grand pas en avant dans la proportion de candidatures féminines aux législatives, il faudra attendre 2015 pour qu'un progrès soit visible au sein même du nouveau Parlement. Cette année là, en effet, 14,5 % des sièges à la Chambre des Représentants sont occupés par des femmes, pour la majorité élues au scrutin individuel. Le système de quotas appliqué antérieurement en 2011-2012 ne semblait pas représenter de son côté un gage de progrès. Néanmoins il permit d'enclencher des transformations considérables notamment au sein des milieux islamistes, qui virent pour la première fois autant les Frères musulmans que les salafistes présenter des candidates durant les élections législatives de 2011-2012. Ce qui eut l'effet d'une révolution en interne, surtout dans les milieux salafistes – auxquels est consacré cet article –, où les femmes étaient jusque là invitées à rester confinées dans l'espace privé, et dont l'engagement n'était toléré que dans la mesure où il se limitait au terrain de la prédication religieuse.

Le parti de la Liberté et de la Justice – issu des Frères musulmans – qui sortit vainqueur des élections de 2011, obtint 221 sièges à l'Assemblée du peuple, dont seuls 4 étaient occupés par des femmes. Les femmes salafistes, qui n'obtinrent de leur côté aucun siège dans cette Assemblée, n'en restèrent pas pour autant inactives. En effet, déjà présentes lors des soulèvements de 2011, un certain nombre de femmes issues de milieux salafistes prirent une part active au jeu électoral. Cela fut particulièrement visible au sein du parti al-Nour, leader du Bloc islamiste (coalition électorale composée de partis salafistes, dont le parti al-Asâla et le parti Construction et Développement). Suite à l'adoption d'un système de quotas en 2011, le parti al-Nour créa une section des femmes du parti, dirigée par une personnalité de la Prédication salafiste⁶ (*Da'wa salafiyya*). La Prédication salafiste, d'où émane le parti

5. Dans le Parlement bicaméral égyptien, l'Assemblée du peuple représente la chambre basse du Parlement et le *majlis al-Choura* (la chambre du conseil) représente la chambre haute.

6. Organisation religieuse née dans les années 1970 à Alexandrie, et qui est à l'origine de la création du parti al-Nour.

al-Nour est un des mouvements salafistes les plus importants d'Égypte. Créé dans les années 1970, par des étudiants en médecine de la faculté d'Alexandrie, ce mouvement s'est longtemps caractérisé par un prosélytisme non violent, un islam rigoriste traditionnel et une interprétation littérale des textes. Ainsi, la prêchante Hanane 'Allam et les membres de sa section se déployèrent pour occuper le terrain électoral. Cette entrée en politique, imposée au parti al-Nour, a entraîné un réel *empowerment* de ces femmes salafistes et élargi leur capacité d'action.

L'effet de ces transformations n'était peut-être pas voulu, mais malgré toutes ses réticences idéologiques, le parti salafiste al-Nour a en réalité constitué un vecteur d'intégration des femmes à la vie politique, sous la pression et la contrainte des dispositions constitutionnelles en faveur des femmes.

Nous analyserons donc dans un premier temps le discours de légitimation, opéré au sein des milieux salafistes, pour justifier l'entrée en politique des femmes salafistes. Dans un second temps, nous observerons le déploiement des femmes du parti al-Nour sur le terrain électoral lors des premières élections post-soulèvements. Nous verrons ici comment ces femmes participèrent à la fabrique d'un électorat salafiste. Nous analyserons enfin le tournant opéré dans le parti al-Nour, suite aux positions nouvelles adoptées en 2013, année de la chute du président Morsi et les nouvelles stratégies élaborées par les femmes du parti. Ces changements conduisirent à des formes particulières d'*empowerment* et d'autonomisation des femmes salafistes, tant vis-à-vis du parti lui-même que du cadre initial de la *Da'wa*⁷. Notre étude conduit donc à nuancer fortement l'idée que les partis salafistes reproduiraient un schéma d'exclusion des femmes des sphères publiques. Au contraire, ces institutions politiques deviennent des instruments de ce que l'on pourrait appeler un *muslim empowerment*.

LE NOUVEAU SYSTÈME ÉLECTORAL DE 2011 ET LE PROCESSUS DE LÉGITIMATION DES FEMMES SALAFISTES SUR LA SCÈNE POLITIQUE

Le système de quotas imposé en 2011 conduisit le Bloc salafiste, mené par le parti al-Nour, à redéfinir ses stratégies. Après avoir longuement manifesté contre ce système de quotas, les salafistes se plièrent aux nouvelles règles.

7. La perte de l'influence de la direction de ces deux organisations sur leur base se traduisit notamment par des défections de jeunes, femmes et hommes, qui investirent la société civile et expérimentèrent des nouvelles formes d'engagement. Nous pensons notamment à l'initiative des jeunes de *Salafiyo Costa* (Aya, une jeune femme de 30 ans que nous avons rencontrée, prit alors la place de Mohamed Tolba au conseil de la présidence de l'association). Nous pensons également à la chaîne *TV Maria* créée par des femmes niqâbées pour des femmes niqâbées, mais aussi aux femmes investies dans les partis politiques salafistes en 2011-2012, qui quittèrent ces mouvements pour se présenter aux élections de 2015 en tant qu'indépendantes.

Leur entrée dans le jeu politique, qu'ils avaient toujours dénoncé comme impie avant la révolution, les contraignait de toute façon à reconsidérer leur position idéologique⁸.

Cette entrée des salafistes dans la sphère politique fut alors justifiée de deux manières. D'une part, l'enjeu de l'écriture de la Constitution⁹ poussa ces derniers à entrer en politique, de peur que les libéraux ne suppriment l'article 2 de la Constitution, qui fait de la Charia la principale source du droit. Et d'autre part, les salafistes se méfiaient de la montée en puissance des Frères musulmans. En effet, une victoire effective des Frères musulmans aurait permis à ces derniers d'avoir la main sur le secteur du religieux, et plus particulièrement sur le terrain de la prédication, ce que redoutaient les salafistes. Les Frères musulmans représentaient en effet sur ce terrain les principaux rivaux des salafistes. Cette rivalité, qui oppose deux manières de penser la réforme de la société musulmane, fut encouragée par les autorités. Les salafistes souhaitent une réforme religieuse et sociale qui passerait par l'application de normes religieuses rigoristes, similaires à celles appliquées par la monarchie saoudienne. Ce projet est très différent de celui des Frères musulmans, plus politisés et plus flexible vis-à-vis des normes sociales. Cette rivalité devient visible au moment de la « *sahwa islamiya* », le réveil islamique, dans les années 1970, au sein notamment des universités du Caire et d'Alexandrie, puis s'exacerbe sous le régime Moubarak, qui s'est longtemps joué des rivalités entre les deux, autorisant par exemple les salafistes à créer des chaînes de télévision religieuse, tout en fermant celles des Frères musulmans. Cette rivalité était également visible au sein même des lieux de culte : ainsi Yassir Bourhami, leader de la *Da'wa*, raconte souvent s'être fait un jour expulser d'une mosquée par les Frères musulmans, alors qu'il donnait un prêche¹⁰. Les salafistes n'ont cessé de dénoncer les ambitions politiques des Frères musulmans qui dépassent les raisons religieuses. L'entrée en politique des salafistes fut donc justifiée par la nécessité de défendre le caractère « islamique » de l'État, et par la volonté de défendre leurs positions dans le champ religieux.

Ces élections représentaient un enjeu majeur pour les salafistes égyptiens, qui durent alors faire pour la première fois le jeu de la « démocratie », un concept longtemps dénigré et décrit comme un instrument de l'Occident pour dominer les sociétés musulmanes¹¹. Une première grande transformation de leur rhétorique religieuse fut entreprise pour casser les nombreuses fatwas qui avaient été lancées contre la démocratie, afin de légitimer

8. Lacroix, S. 2016, « Salafisme et contre-révolution en Égypte », *Vacarme*, 74 / Égypte, 5 ans après, URL : <http://www.vacarme.org/article2849.html>, consulté le 18/09/2017.

9. Steuer, C. 2013, « Les salafistes dans le champ politique égyptien », *Politique étrangère*, n° 4.

10. Awad, M. 2014, "The Salafi Dawa of Alexandria: The Politics of a Religious Movement", Hudson Institute.

11. Burhami, Y. 2008, "al-Musharaka al-Siyyasiyya: al-Muwazeen wa-al Qouwa" in *Ana al-Salafy*, URL: <http://www.anasalafy.com/play.php?catsmktba=3766>, consulté le 18/09/2017

religieusement une entrée des mouvements salafistes en politique. Dans un second temps, il fallu convaincre les adeptes de la *Da'wa salafiyya* et les salafistes du pays en général, de la légitimité (religieuse) de la participation des femmes dans le champ politique.

Si, avant les soulèvements de 2011, les femmes salafistes devaient rester confinées dans l'espace privé, leur participation aux manifestations, puis aux élections législatives de 2011-2012, entraîna une transformation en profondeur de la rhétorique religieuse. Un discours nouveau vint ainsi se superposer au discours religieux, sous la forme d'un discours « républicain » revendiquant la place centrale de l'État, ce qui non seulement n'était pas présent auparavant mais n'était pas même concevable. Les salafistes ont en effet pour principal but de réformer la société afin qu'elle retourne à des pratiques de l'islam qu'ils jugent en conformité avec ce qu'ils nomment « le vrai islam », et qui serait selon eux celui des origines. Ils rejetaient ainsi, jusqu'en 2011, toute forme de modernité venant de l'Occident, dont l'État et ses institutions. La nouvelle rhétorique religieuse post-25 janvier intègre de son côté une terminologie reconnaissant l'État, la République et ses citoyens, ainsi que le système démocratique. Il s'agit d'une véritable révolution idéologique qui impacta également les femmes. Les *multazimât*¹², qui étaient auparavant confinées au terrain de la prédication, furent ainsi appelées à se saisir de leur statut de citoyennes, qui comprenait des droits et des devoirs envers leur pays et ses citoyens. La révolution idéologique des salafistes conduisant à l'acceptation d'une conception républicaine et même citoyenne de l'État s'accompagnait d'une révolution sur la place et le rôle des femmes dans la société.

La *Da'wa* et le parti al-Nour entrèrent donc dans un processus de légitimation de la présence des femmes en politique. Cette démarche, aux antipodes du discours entendu jusqu'alors par les adeptes du mouvement, généra des crises en interne. Cela conduisit les salafistes à ouvrir des espaces de discussion. Une série de conférences se tint à travers le pays et des débats furent organisés à la télévision et à la radio. Une des conférences les plus importantes fut organisée à Alexandrie¹³, bastion salafiste, qui a vu naître le mouvement de la *Da'wa salafiyya* dans la faculté de médecine de l'université d'Alexandrie dans les années 1970. Elle se tint sous l'égide du parti al-Nour, le 15 octobre 2011. Il s'agissait de la première conférence sur les femmes, intitulée : « le rôle de la femme égyptienne dans le travail politique ». Au cours de cette conférence, intervinrent 'Imad al-Dîn 'Abd al-Ghafour, le président du parti al-Nour à cette époque, Yasser Bourhami, un des fondateurs et vice-président de l'organisation *Da'wa salâfiya* et le prêcheur salafiste Hâzim Choumân. Des centaines de femmes vêtues de niqabs noirs assistèrent à cette conférence, séparées des hommes. La conférence débuta avec l'intervention

12. *Multazimât* est le qualificatif souvent employé en arabe pour désigner les femmes salafistes. Ce terme a pour signification : « celles qui se sont engagées [sur la voie de Dieu] ».

13. <http://www.anasalafy.com/play.php?catsmktba=30263>, consulté le 18/09/2017

de Yasser Bourhami, qui expliqua, en s'adressant à l'auditoire des femmes, les raisons pour lesquelles la participation de « leurs sœurs *multazimât* » était légitime. Ainsi il expliqua que l'entrée des femmes dans le parti al-Nour ne relevait pas d'un choix, mais d'un concours de circonstances, que le parti avait une opportunité d'entrer au Parlement et qu'il fallait la saisir. Et cela passait par le respect de la Constitution et des règles électorales et donc par la nécessité d'inscrire une femme sur la liste du parti dans chaque circonscription électorale. Il demanda aux femmes de se saisir des droits qui leur étaient conférés grâce aux nouvelles lois adoptées après le soulèvement de janvier 2011. Il insista sur le fait que les *Akhawât* (les sœurs) n'avaient jamais été absentes du champ d'activité de l'Association : « Nos femmes ont un rôle dans la société, elles ont un rôle public et professionnel. Leur rôle est aussi éducatif, elles sont chargées de transmettre à leurs sœurs l'inspiration politique. »

Les femmes furent donc sollicitées par le parti, et décrites comme étant le meilleur relais pour constituer un électorat féminin, voire masculin, puisqu'elles font de la propagande auprès des hommes de leur famille. Comme elles l'avaient fait jusque là pour prêcher le « vrai islam », elles furent appelées à prêcher le vote salafiste. Un vote qui prenait une couleur confessionnelle, puisque celui-ci se faisait « au nom de Dieu », et qu'il s'agissait d'élire les « bons musulmans », adeptes de la *salafiyya* (i.e. en conformité avec le comportement des « pieux ancêtres »), face à des Frères musulmans décrits comme des impies ne pensant qu'à leurs intérêts personnels.

Le discours sus-mentionné de Bourhami était destiné d'autre part aux militants mécontents de cette participation des femmes dans le parti. Le leader de la *Da'wa* affirma à leur attention qu'il n'y avait pas lieu d'exprimer des réticences sur ce sujet, car le parti maintenait son opposition à l'idée qu'une femme dirige une circonscription ou qu'elle prenne la direction du pays. Il usa pour illustrer sa position d'une métaphore religieuse, comparant les élections à la prière à la mosquée, au cours de laquelle les femmes sont présentes et participent, mais demeurent en « arrière plan » : « Elles sont présentes à la mosquée, mais derrière les hommes ». Il répondait ainsi aux attaques émanant des rangs de la *Da'wa* contre la création du parti al-Nour.

Bourhami utilisa cette image pour insister sur le fait que les femmes salafistes n'avaient jamais été absentes des activités des hommes, et avaient toujours participé en tant que *multazimât* au « projet islamique », ce qui légitimait leur participation dans le parti. Ce discours s'appuyait sur des textes religieux, Bourhami se référant à la figure de Aïcha, femme du Prophète Mohamed, comme le fit ensuite son collègue 'Imad al-Dîn 'Abd al-Ghafour. Ce dernier insista, durant la même conférence, sur l'importance de l'investissement des femmes pour soutenir le parti dans les élections parlementaires post-soulèvement. Il rappela aussi que les femmes musulmanes étaient actives

depuis la naissance de l'islam dans l'organisation de la Umma¹⁴. Il rappela que « Sayyida Aïcha accompagnait le Prophète durant les batailles, elle s'occupait des blessés et aidait les hommes. Il en était de même de Sayyida Safia, la fille de 'Abd al-Mutalib (l'oncle du Prophète) ». A travers cet exemple, il exhorta donc les femmes « à exercer leur rôle dans le développement de la communauté islamique et [les invita] à promouvoir le parti ». Le Cheikh Hâzim Chûmân insista sur le fait que « cette conférence se tient pour clarifier les positions du parti sur ces questions. Et qu'il n'y a pas ici, de quoi s'opposer à un avenir possible des *salafiyyât* (femmes salafistes) dans cette voie ». Le cheikh Chûmân garda la parole et enchaîna sur son intervention intitulée *Man antî ?* (qui es-tu ? »).

Cette dernière intervention est très intéressante selon nous car elle met l'accent sur un point important, qui montre une des transformations majeures de la rhétorique salafiste. On distingue en effet, dans le discours salafiste, l'introduction d'un discours nationaliste qui vient se superposer au discours religieux. En plus d'avoir pour la première fois en Égypte des partis qui se réclament ouvertement d'une affiliation religieuse, on a dans le même temps un parti salafiste qui intègre au discours salafiste rigoriste une empreinte citoyenne.

A cette question de « Qui es-tu ? », le Cheikh Chûmân répondit qu'en tant que musulmanes mais aussi citoyennes de leur pays, les femmes salafistes devaient « se saisir de leur droit à candidater aux élections parlementaires (...) il faut qu'elles voient cela comme une opportunité d'étendre la Umma ». Il s'adressa aux femmes de la mouvance salafiste, qui avaient, durant ces dernières décennies, entendu un discours religieux qui les incitait à ne pas s'exposer trop en public, et à ne pas prendre la parole, la voix de la femme étant considérée chez les salafistes comme *'awra* (c'est-à-dire qu'elle peut séduire l'homme).

Ce changement de rhétorique ne s'est pas fait sans provoquer des réactions ou des changements d'attitudes. Certains cheikhs salafistes avaient même soutenu que le niqâb n'était finalement pas une obligation. Ce discours nouveau des membres de la *Da'wa salafiyya* suscita une profonde crise interne. Mais les dirigeants du parti al-Nour affirmèrent la nécessité de respecter les règles électorales nouvelles pour entrer dans le champ politique.

L'INVESTISSEMENT DES FEMMES DU PARTI AL-NOUR SUR LE TERRAIN ÉLECTORAL

Cette participation des femmes aux activités du parti al-Nour se concrétisa au début par la création au sein du parti d'une section de femmes, destinée à organiser leurs déploiements sur le terrain électoral et à dispenser des formations aux candidates qui se destinaient à figurer sur les listes électorales.

14. La communauté islamique

Hanam 'Allam, prêcheuse dans la *Da'wa Salafiyya* dirige encore actuellement la section. Elle fut la première femme envoyée par le parti devant un public salafiste, majoritairement masculin, pour participer aux conférences et expliquer l'importance de la présence des femmes dans le parti. Ceci représentait une transformation majeure dans le comportement et le discours qui étaient promus à l'égard des femmes. Une certaine mixité, sous contrôle, était autorisée, à partir du moment où l'objectif de la victoire électorale passait avant toute priorité religieuse, ou toute interprétation rigoriste des textes jusque là appliquée. Par ces transformations, une révolution s'opéra en interne, qui accordait un pouvoir et une position importante aux femmes de la *Da'wa*. Lorsque nous avons interviewé 'Allam, elle a mis l'accent sur le lien entre la foi et la citoyenneté : « L'amour de la patrie relève de la foi en Dieu », « cet amour doit se traduire dans un travail qui est un travail citoyen », dans le sens d'un devoir qui amènerait le citoyen à se mettre au service de la société. Et d'ajouter que « Dieu nous a donné, en tant que femmes, des droits importants dans le champ de la prédication d'une part et dans le champ politique d'autre part. Les deux champs sont liés »¹⁵.

Les discours de Hanan Allam que l'on retrouve notamment sur sa page Facebook¹⁶, sont intéressants à analyser. En effet, la terminologie nouvelle à laquelle se réfère cette prêcheuse est empreinte de références féministes internationales. On retrouve par exemple l'idée que les femmes sont plus nombreuses que les hommes, ou du moins qu'elles représentent la moitié de l'humanité et ici la moitié de la patrie. Il est dit que les femmes ont un devoir de parole et de guide. Allam développe une rhétorique « citoyenne » et elle qualifie le bon musulman et donc la bonne musulmane de bonne citoyenne ; « on ne peut être une bonne musulmane si on n'aime pas sa patrie », « l'amour de la patrie relève de la foi en Dieu »¹⁷.

Cette pédiatre, propriétaire d'une clinique pour enfants handicapés à Alexandrie, née en Libye et issue d'un milieu aisé, semble bénéficier d'une forte influence sur les femmes du parti qu'elle encadre. Depuis la création de ce dernier, ses militantes se sont organisées à travers tout le pays, pour quadriller le territoire électoral et contribuer à la fabrique d'un électorat salafiste. Les outils de communication moderne furent mis à contribution. Plusieurs pages Facebook furent ainsi créées, représentant différentes régions du pays, pour accompagner les électeurs dans leur vote, en 2011-2012. Des pages Facebook telles que « les filles du parti al-Nour à Assiout » ou « les filles du parti al-Nour à Minia¹⁸ » virent le jour. Des rassemblements et des meetings furent organisés par les femmes du parti pour expliquer les ambitions de ce parti et l'importance

15. Interview menée en mars 2017 au siège du parti al-Nour à Alexandrie

16. Page facebook du Dr Hanan Allam, URL : <http://www.facebook.com/Dr.Hanan.Allam/>, consulté le 18/09/2017

17. Paroles exprimées lors de notre interview

18. Page facebook des "femmes du parti Nour à Assiout" [بنات حزب النور بأسسيوط] URL : <https://lc.cx/cete>, consulté le 18/09/2017

de la participation des femmes aux élections. Il s'agissait de trouver des femmes qui acceptaient de figurer sur les listes du parti, puis convaincre d'autres femmes de voter pour le Bloc salafiste, mené par le parti al-Nour.

Pour ce faire, les femmes du parti, en majorité issues de l'organisation de la *Da'wa salafiyya*, s'appuyèrent sur les réseaux déjà existants. En effet, la *Da'wa salafiyya* travaillait alors depuis longtemps déjà à s'implanter dans le tissu social égyptien. Un travail qui se fit lentement, à partir des années 1970¹⁹, notamment par la création d'instituts religieux, tels que *al-Forkan*, le premier à émerger en 1985 et qui comptait, en 2011, 25 branches, et environ 6000 élèves sur l'ensemble du territoire égyptien. C'est donc sur ces réseaux de prêchuses que la section féminine du parti s'appuya.

Sur le terrain électoral, les femmes étaient également visibles. Après avoir vécu l'expérience des manifestations durant les premiers mois de l'année 2011, les femmes salafistes se mobilisèrent et occupèrent les rues pour appeler à voter « oui » aux amendements constitutionnels (19 mars 2011), puis pour le parti politique, en distribuant des tracts. Plusieurs témoignages nous ont été rapportés. L'un d'entre eux décrit le déploiement des femmes salafistes dans le quartier de Manshiyat Nasr, en banlieue Est du Caire, où le candidat du Bloc islamiste, Achraf Moustapha Houssine, a gagné les élections. Des femmes faisaient campagne pour ce candidat. Elles formaient des rangs pour intercepter les gens dans la rues, et distribuer des tracts expliquant les principales raisons de voter pour le parti.

La terminologie à laquelle se référait Allam lors de ses prises de parole était, d'une part, une rhétorique que l'on retrouvait chez les féministes égyptiennes et, d'autre part, une réappropriation du vocabulaire « citoyen » ou « patriote » sur lequel se superposèrent des référents religieux, lui donnant une légitimité nouvelle.

Les adhérentes du parti al-Nour étaient en majorité issues de la *Da'wa salafiyya*, en tout cas dans les premiers temps de l'existence du parti. La popularité de la *Da'wa salafiyya* et du parti al-Nour atteint son paroxysme aux élections de 2011, et plusieurs femmes vinrent renforcer les rangs de la section féminine du parti. De nombreuses femmes, qui n'étaient pas à l'origine membres de la *Da'wa*, adhérèrent au parti lors de ces législatives. Certaines étaient des femmes « salafisées », qui voyaient dans l'adhésion au parti une opportunité d'émancipation. D'autres avaient une vraie volonté de continuer une activité citoyenne, après avoir participé au soulèvement et ainsi prit part aux transformations du pays. Ces femmes de la *Da'wa* qui avaient déjà une expérience et un ancrage local fort à travers leur activité de prédication

19. Zaghloul Chalata, A. 2016, *Al-da'wa al-salafiyya al-iskandariyya : masârât al-tanzîm wa-malaât al-siyâsa* [La Prédication salafiste alexandrine : les voies de l'organisation et les résultats de la politique]. Beyrouth : Markaz dirâsât al-wahda al-'arabiyya [Centre d'études de l'unité arabe], 208 p.

réactivèrent leurs réseaux pour appeler les gens à voter pour le parti²⁰. Comme nous le rapporta une des femmes du parti : « nous n'hésitions pas à aller directement chez les gens pour qu'ils votent pour nous, d'autant que nous les connaissions ». Les femmes faisaient ainsi du porte-à-porte dans les quartiers qu'elles connaissaient, souvent des endroits où elles habitaient ou prêchaient.

En 2012, le parti al-Nour arriva en seconde position, après le parti Liberté et Justice des Frères musulmans. Il remporta un quart des sièges au Parlement, mais pas un d'entre eux ne fut occupé par l'une des femmes du parti, malgré leur investissement intense et l'imposition de quotas. Le parti al-Nour ne fut pas le seul à reléguer les femmes au second plan en termes de sièges au Parlement. Le parti libéral al-Wafd, qui arriva en troisième position, n'accorda que trois sièges aux femmes de son parti. Comme montré en introduction, les partis politiques égyptiens n'ont en effet jamais été des grands vecteurs de promotion de la présence des femmes au Parlement.

Néanmoins, malgré les faibles résultats en la matière, le grand tournant se produisit en réalité en interne, et il fut provoqué par cette nouvelle réglementation de 2011. Le système de quotas mis en place en 2011 semblait représenter un échec, puisque s'il imposait aux partis politiques de présenter au moins une femme sur les listes électorales, leur position sur la liste était laissée au choix du parti²¹. La candidate était souvent placée en fin de liste, en position non éligible, avec aucune chance d'être élue tant que son parti ne remportait pas l'ensemble des sièges de la circonscription. Les premières élections parlementaires post-Printemps arabes étaient organisées selon un scrutin mixte qui attribuait les deux tiers des sièges au scrutin de liste, c'est-à-dire réservés de fait aux partis politiques. Le jeu partisan battait alors son plein dans le pays, et les partis se livrèrent, pour la première fois, une vraie bataille électorale. Ceci relégua quelque peu au second plan la question du statut des femmes et de leur présence dans le champ politique. En 2015, pour pallier ce manque, le régime prit des nouvelles dispositions. Le système de quotas fut modifié. Désormais, le nouveau système électoral imposait aux partis politiques que chaque liste électorale compte près de moitié de candidates par liste (soit au total 56 sièges réservés aux femmes sur les 120 attribués au scrutin de liste). Par ailleurs, le principe du *winner-takes-all* fut adopté. Ce qui impliquait que si une liste remportait une circonscription, tous les sièges devaient être distribués à tous les candidats de la liste, sans exception et quelle que soit leur position, et assurait ainsi la présence d'au moins 56 femmes dans le Parlement élu.

Ceci étant dit, lors des élections de 2011-2012 déjà, les partis avaient dû s'organiser pour inscrire un nombre important de femmes sur leurs listes

20. Entretiens avec des militantes du parti al-Nour en mars 2017, au siège du parti al-Nour à Alexandrie.

21. El-Baradei, L. et Wafa, D. 2013, "Women in The Second Egyptian Parliament Post The Arab Spring: Do They Think They Stand a Chance?", in *The Journal of International Women's Studies*, 14 (3), p. 43-63.

électorales. Et à ce niveau, les partis islamistes, notamment, connurent une vraie révolution. Les mouvements islamistes les mieux organisés et les mieux implantés localement, la *Da'wa salafiyya* et les Frères musulmans, furent avantagés. Le découpage électoral était à leur avantage. Les circonscriptions ayant été élargies, seul un parti avec un ancrage local fort pouvait gagner²². Ce qui fut le cas de la *Da'wa*, qui bénéficiait en plus en interne d'une section féminine créée dès les premières années d'existence de l'organisation²³. Ce réseau, qui reliait les prêcheuses salafistes entre elles, facilita le recrutement de femmes dans le parti, et permit la constitution rapide d'un noyau de candidates à inscrire sur les listes.

Si les femmes égyptiennes participent au jeu électoral depuis 1956, la plupart de celles qui sont entrées alors au Parlement furent cooptées. En revanche, lors des élections post-révolution, en 2012 et en 2015, les femmes se mobilisèrent massivement, à la suite de leur participation aux manifestations. Le nombre de candidates fut très important et même si *in fine* elles obtinrent un nombre limité de suffrages, elles constituèrent collectivement une dynamique qui dépassait cet échec. Tout se passait comme si pour la première fois, une classe politique féminine et salafiste était en cours de constitution. Des acteurs, des réseaux, des échanges, une légitimité rhétorique parfois empruntée aux mouvements féministes internationaux, se mirent en place. On peut dire que ces élections post-révolution ont représenté un tournant par rapport aux élections antérieures.

EVOLUTIONS PARLEMENTAIRES DE 2012 À 2015 : UN CONTEXTE PROPICE À L'AUTONOMISATION ET À L'« EMPOWERMENT » DES FEMMES SALAFISTES

Nous avons indiqué précédemment à quel point les dynamiques internes au parti al-Nour étaient conditionnées par son environnement juridique. Ce sont les nouvelles dispositions légales prises en 2011²⁴, imposant la présence des femmes sur les listes électorales, qui poussèrent le parti à s'interroger sur les modalités de cette exposition féminine à l'espace public. Mais à l'inverse des autres partis égyptiens, le parti al-Nour devait procéder à une véritable révolution pour des femmes qui demeuraient confinées jusqu'alors dans l'espace privé.

Le même phénomène se produisit lors de la préparation des élections législatives de 2015. Le nouveau régime militaire arriva au pouvoir en 2014 – après avoir renversé le premier Président égyptien élu démocratiquement, mais membre des Frères musulmans. La Confrérie fut reléguée au rang des

22. Arafat, A. 2013, « Le parti Nour dans les élections parlementaires de 2011-2012 », *Égypte/Monde arabe*, 3^e série n°10, p. 75-92.

23. Interview avec Yassir Bourhami en avril 2017.

24. Steuer, C. 2012, « Le printemps des partis ? Le rôle des organisations partisanes égyptiennes dans les élections législatives », *Confluences Méditerranée*, n° 82, p. 91-105.

organisations terroristes en décembre 2013. Le nouveau pouvoir mit en œuvre des nouvelles dispositions électorales en élargissant le système de quotas aux minorités chrétiennes, aux jeunes et aux handicapés et en donnant des gages de représentation des femmes au Parlement de 2015, en leur réservant enfin un certain nombre de sièges.

Ce nouveau mode de scrutin obligeait les partis à inscrire des femmes sur près de la moitié des places de leurs listes. Même si la proportion de sièges pourvus au scrutin de liste fut plus réduite en 2015 qu'en 2012, le principe du *winner-takes-all* induisit automatiquement une plus grande présence des femmes au Parlement. De ce fait, leur participation ne fut plus seulement virtuelle – comme lorsqu'elles étaient en position non éligibles – mais devint réelle avec des femmes siégeant de manière effective. Ceci amena le parti à prendre au sérieux la question de la participation des femmes à la vie politique même si *in fine*, le parti al-Nour ne présenta des listes que dans deux des quatre circonscriptions pourvues au scrutin de liste, et qu'il n'en remporta aucune.

Le parti al-Nour fit également preuve de son adhésion à la politique gouvernementale, tant du point de vue du genre que de sa rhétorique sur la citoyenneté. La mise à l'agenda des questions de genre au sein du gouvernement conduisit le parti al-Nour à s'inscrire dans cette perspective. Comme nous l'avons indiqué, ce discours qui veut qu'un bon musulman soit un bon citoyen, patriote, participant au processus électoral en votant, s'étendit aux femmes. Elles aussi, étaient invitées à participer au processus électoral.

L'autre conséquence significative de la réforme du mode de scrutin sur la participation des femmes du parti al-Nour a résidé dans la part réservée au scrutin individuel dans la répartition des sièges. Alors que la proportion était de 1/3 pour les candidatures individuelles et de 2/3 pour la proportionnelle en 2012, la proportion fut inversée en 2015 dans le nouveau mode de scrutin, avec 4/5 pour le scrutin majoritaire et 1/5 pour les listes. Ce changement ouvrit une place considérable pour des candidatures qui certes pouvaient être soutenues par les partis traditionnels mais qui invitaient aussi les candidats à trouver des sources de légitimité complémentaires, voire alternatives, à celles que pouvaient apporter les partis traditionnels. S'ouvrait donc un espace institutionnel d'autonomisation dont les femmes du parti al-Nour se saisirent. Elles pouvaient le faire d'autant plus naturellement et plus efficacement qu'elles développèrent entre 2012 et 2015 des réseaux personnels et une expérience de politisation des réseaux de la *Da'wa*.

On vit donc alors arriver sur le terrain électoral des femmes salafistes qui firent campagne pour des sièges au scrutin individuel. Cette nouvelle forme d'exposition des femmes salafistes traduit des formes d'autonomisation et

d'« agentivité²⁵ » progressive au sein des milieux salafistes féminins. Ces candidatures individuelles ne se firent néanmoins pas dans l'objectif de gagner un siège, puisque face aux candidats traditionnels, celles-ci avaient conscience de leurs chances très minimes de l'emporter. Néanmoins, leur principal objectif semblait être de gagner en visibilité. C'est ce que l'on a observé avec la candidature atypique de Magda Shalaby, qui fut très médiatisée en raison de sa tenue vestimentaire et de sa mobilité sur le terrain électoral. Des reportages de télévision égyptienne la montraient discutant avec les électeurs et faire preuve d'une certaine promiscuité avec les habitants et commerçants de la circonscription²⁶. A travers son accoutrement, Magda illustrait une évolution de la rhétorique qui intégrait dans le discours strictement religieux salafiste, une tonalité patriote. Ainsi, alors que son niqâb blanc cachait toutes les parties de son corps – en conformité avec l'orthopraxie salafiste – elle portait par ailleurs les couleurs du drapeau égyptien sur son front, ce qui marquait une reconnaissance de l'État et une volonté (voire une revendication) de s'inscrire et d'être reconnue par les instances politiques du pays.

Cette visibilité plus grande des femmes salafistes aux élections parlementaires de 2015 fut d'autant plus valorisée par les mouvements salafistes, qu'ils connaissent depuis 2013 une profonde crise interne. La *Da'wa salafiyya* et le parti al-Nour subirent de nombreuses défections, et une scission du parti menée par son ancien dirigeant, Abûl-Ghafour, entraînant derrière lui de nombreux cadres et anciens députés. Par la suite, les prises de position officielles anti-Frères de la *Da'wa* et du parti entraînèrent leur marginalisation dans le champ salafiste, puisque toutes les autres tendances islamistes politiques dénonçaient alors la campagne de diabolisation et de répression des Frères musulmans.

Le parti al-Nour se positionna en effet au côté des forces séculières pour la destitution de Morsi et du gouvernement frériste. La direction du parti avait notamment soutenu l'initiative de Tamarrod²⁷ et la pétition que ses membres avaient lancée pour des élections présidentielles anticipées. La *Da'wa* n'a par ailleurs pas dénoncé les massacre de la place Rab'a et de la place al-Nahda

25. Le concept d'agency, très utilisé dans les études de genre (J. Butler ; M. Mead), est traduit ici par « agentivité », une traduction très utilisée par les chercheurs canadiens et français. On peut traduire ce terme par « capacité d'agir » ou « puissance d'agir » (Butler, J. 2005, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, préface d'Eric Fassin, traduction de Cynthia Kraus, La Découverte, Paris).

26. <https://www.youtube.com/watch?v=hSk4gbW9rzQ>

27. Tamarrod est une association créée par des jeunes militants révolutionnaires en 2013. Leur initiative fut notamment soutenue par des hommes d'affaires hostiles aux Frères musulmans.

en août 2013²⁸. Yassir Bourhami nous expliqua ainsi que, à cette époque, la section féminine perdit plus d'un tiers de ses adhérentes. Lorsque arrivèrent les élections législatives en novembre 2015, le parti al-Nour n'avait plus rien à perdre, dans le sens où ce qui lui importait à ce moment était de rester dans l'arène politique²⁹, en dépit des campagnes de dénigrement qui visaient alors l'ensemble des forces politiques islamistes, sous l'effet de sillage de la diabolisation de la Confrérie.

Pour survivre politiquement, le parti al-Nour fut donc contraint de suivre de près l'agenda du régime militaire, au sein duquel les femmes occupaient une place importante. Plusieurs mouvements féministes furent alors en effet récupérés par le régime. D'un côté, les salafistes du parti al-Nour sortirent affaiblis de la crise politique de 2013. Ils perdirent une grande partie de leur électorat durant les élections législatives de 2015, au cours desquelles ils subirent un échec dans des territoires où ils étaient auparavant bien implantés. Seuls 11 candidats salafistes accédèrent à des sièges au Parlement, désormais monocaméral, alors que le parti en avait remporté 112 en 2012. De l'autre côté, le parti al-Nour représentait pour le régime d'al-Sissi la caution de la présence d'un « islam politique » dans le pays, les Frères musulmans étant désormais interdits. Les autres partis politiques issus de mouvements salafistes (al-Asâla et le parti Construction et Développement) furent évincés de la scène politique du fait de leur soutien aux Frères musulmans. Le parti al-Nour est donc le seul parti islamiste à exister jusqu'à présent sur la scène politique égyptienne.

Pour en revenir aux femmes du parti, la nouvelle politique de quotas imposa de présenter des « vraies candidates ». On pouvait ainsi lire dans les médias « le parti al-Nour cherche [désormais] des bonnes candidates »³⁰, capables de siéger au Parlement, puisque le système du *winner-takes-all*, l'imposait désormais. Un autre journal titrait « De la rose à la lampe », en référence aux images de roses qui avaient été posées en 2012 sur les listes du parti al-Nour pour représenter les femmes candidates. Les dirigeants du parti semblaient ainsi être en quête, non plus de simples figurantes sur les listes, mais de candidates pouvant assumer un siège au Parlement, d'où le changement de symbole. Les séminaires de formation politique s'intensifièrent depuis le premier Parlement post-révolution. Le parti était semble-t-il déterminé à former de vraies candidates, pour représenter le parti. Le député Nadir

28. Ces manifestations se tinrent contre la destitution du président Mohamed Morsi opérée par l'armée, en juillet 2013. Elles furent violemment réprimées par les militaires.

29. Interview téléphonique avec l'ancien député du parti al-Nour Râmî Hawâ, en novembre 2015.

30. *Al Arabiya*, "Egypt's salafists looking for 'good' women candidates", 16 octobre 2014. URL : <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2014/10/16/Egypt-salafist-party-looking-for-good-women-as-candidates.html>, consulté le 18/09/2017

Bakkar nous expliqua ainsi lors d'un interview³¹ : « moi, je me suis présenté sur la même liste que ma femme ». En 2015, sa femme et lui s'étaient en effet inscrits sur la même liste pour « donner l'exemple », un exemple de couple salafiste politisé et investi dans le parti. Il arrivait en effet fréquemment que des couples ou des « femmes de » soient soutenues par le parti.

CONCLUSION

Le contexte post-révolutionnaire, la fin du régime de Moubarak, l'avènement des Frères musulmans et leur chute ont eu des conséquences importantes pour les mouvements salafistes et notamment le parti al-Nour. Face à la possibilité offerte aux Frères musulmans d'accéder au pouvoir et de disposer d'un leadership islamiste dominant, la *Da'wa* décida de « passer au politique », contre sa tradition antérieure de quiétisme. Ce choix a entraîné des conséquences importantes. Il fallut d'abord procéder à tout un travail de légitimation de ce choix qui n'avait rien d'évident. C'est sur la thématique de la citoyenneté et de l'attachement à la patrie que cette révolution idéologique fut menée.

Ce changement important dans la rhétorique religieuse et les pratiques impacta les femmes du parti. En effet, en raison des contraintes particulières imposées aux partis politiques, il fallut à la fois mobiliser des candidates et diffuser la rhétorique citoyenne et patriote à l'ensemble des militantes. Elles disposèrent ainsi d'un espace politique dont elles s'emparèrent avec l'accord des cadres du parti. Non seulement leur rôle était reconnu, mais leurs compétences étaient sollicitées pour construire un électorat féminin salafiste décisif pour la nouvelle stratégie de la *Da'wa*.

Même si ce n'était pas le but, le parti al-Nour devint ainsi une institution invitant les femmes à l'autonomisation et à l'*empowerment*. Des figures féminines émergèrent. Elles animèrent via les réunions publiques, les conférences, l'activation des réseaux de la *Da'wa*, tout un mouvement qu'il faut bien qualifier de politique. Les femmes salafistes pouvaient s'engager dans l'espace public en dehors du cadre de la prédication en raison d'un nouveau paradigme, à savoir qu'une « bonne musulmane » est « une bonne citoyenne qui vote ».

Par le jeu des choix stratégiques du parti al-Nour et par les contraintes institutionnelles mises en place par le régime, le parti salafiste fut ainsi conduit à organiser des formes d'*empowerment* des femmes. Ces engagements citoyens contredisent l'idée que les femmes salafistes seraient nécessairement réduites à jouer les seconds rôles et à se conformer à des stéréotypes figés. Sans vouloir postuler que le salafisme serait un moteur de l'émancipation féminine, nous montrons cependant que la logique partisane conduit à élargir le champ d'intervention des femmes salafistes et à leur donner des formes de légitimité et un statut d'acteur tout à fait inédit. Ce qui rejoint ainsi ce que feu Hussam

31. Interview avec Nader Bakkar au siège du parti al-Nour à Alexandrie, en mars 2017.

Tammam³² avait prédit, une certaine forme de « normalisation » ou de « sécularisation » de la rhétorique de la *Da'wa*, et du parti al-Nour qui en émane.

BIBLIOGRAPHIE

- Arafat, A. 2013, « Le parti Nour dans les élections parlementaires de 2011-2012 », *Égypte/Monde arabe* n°10, mis en ligne le 12 février 2014, consulté le 7 avril 2017. URL: <http://ema.revues.org/3113>
- Awad, M. 2014, "The Salafi Dawa of Alexandria: The Politics of a Religious Movement", Hudson Institute.
- Bourdieu, P. 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, 670 p.
- El-Baradei, L. et Wafa, D. 2013, "Women in The Second Egyptian Parliament Post The Arab Spring: Do They Think They Stand a Chance?" in *The Journal of International Women's Studies*, 14 (3), p. 43-63.
- Lacroix, S. 2016, « Salafisme et contre-révolution en Égypte », *Vacarme*, 74, URL : <http://www.vacarme.org/article2849.html>
- Saenz-Diez, E. 2012, « Le quota de femmes au Parlement égyptien. Vers une normalisation de leur statut ? », *Égypte/Monde Arabe*, 3^e série n°9.
- Steuer, C. 2012, « Le printemps des partis ? Le rôle des organisations partisanes égyptiennes dans les élections législatives », *Confluences Méditerranée*, n° 82, p. 91-105.
- . 2013, « Les salafistes dans le champ politique égyptien », *Politique étrangère*, n° 4.
- Tadros, M. 2016, *Resistance Revolt and Gender Justice in Egypt*, Syracuse University Press, 340 p.
- Tawil, A. (dir.) 2015, *Al-mar' wa siyâsa [Femmes et politique]*, Center For Political and Strategic Studies, 260 p.
- Zaghloul, A. C. 2016, *Al-da'wa al-salafiyya al-iskandariyya : masârât al-tanzîm wa-malaât al-siyâsa [La Prédication salafiste alexandrine : les voies de l'organisation et les résultats de la politique]*. Beyrouth : Markaz dirâsât al-wahda al-'arabiyya [Centre d'études de l'unité arabe], 208 p.

32. Hassan Tammam était un chercheur égyptien spécialiste des mouvements islamistes en Égypte, décédé en octobre 2011. Ses travaux représentent encore aujourd'hui un incontournable pour toute personne travaillant sur la question.